



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Personnel

Question écrite n° 66106

Texte de la question

M Georges Mesmin appelle l'attention de M le ministre de l'équipement, du logement et des transports sur la situation des élèves-pilotes d'Air France recrutés par cette compagnie nationale dans le cadre d'une convention de formation. Air France vient d'interrompre de manière unilatérale cette convention portant gravement préjudice à deux cents élèves dont la formation se trouve ainsi interrompue sine die à partir du 1er décembre. Certains de ces élèves avaient résilié les contrats les liant à d'autres entreprises sur la foi des promesses de la compagnie nationale, d'autres avaient préféré cette formation à la poursuite de leurs études et se trouvent avoir dépassé l'âge limite pour présenter les concours auxquels leurs études auraient pu leur donner accès. Beaucoup d'entre eux avaient contracté des prêts étudiants auprès de la BNP, dont les échéances étaient prévues en 1993. La décision d'Air France les laisse dans de très graves difficultés. Il n'est pas normal que ces élèves fassent les frais des erreurs de la politique de recrutement de la compagnie. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient sauvegardés leurs droits, que leur formation soit poursuivie jusqu'à l'obtention d'un diplôme leur permettant de se présenter sur le marché du travail et pour que des aménagements soient apportés aux conditions de remboursement des prêts étudiants contractés dans le cadre de leurs études.

Texte de la réponse

Reponse. - Air France s'est trouvée, des 1988, comme la plupart des compagnies mondiales, dans l'impossibilité de trouver rapidement sur le marché de l'emploi, les pilotes dont elle avait besoin à court et moyen terme. Elle a conçu à cette date un important programme de formation. Entre 1988 et 1990, ce sont environ cinq cents jeunes, de niveau bac + 2 au minimum, qui ont suivi ces cursus de formation d'élèves pilotes ab initio, dans plusieurs centres en France et aux États-Unis. La dégradation brutale de la conjoncture économique à laquelle le transport aérien est extrêmement sensible, a inversé la tendance, et de déficitaire, l'effectif des pilotes devient excédentaire. C'est ainsi que dans le cadre du programme de retour à l'équilibre d'octobre 1992, la compagnie nationale a pris la décision de surseoir provisoirement à la formation des stagiaires ab initio qu'ils soient en provenance d'Air-France ou d'UTA. Les cent dix-sept stagiaires titulaires, ou en cours de formation pratique continuent temporairement de percevoir le salaire qui leur était garanti, dans le cadre de leur contrat de formation. Ils ont été informés par courrier des dates de début et de fin de stage qu'ils effectuent actuellement au sol. Par ailleurs, Air France a reclassé quelques uns d'entre eux auprès des compagnies sous-traitantes. Pour ce qui concerne les deux cents jeunes en formation théorique, le ministre de l'équipement, du logement et des transports a d'ores et déjà demandé à la direction générale de l'aviation civile de modifier les conditions d'accès aux concours d'élèves pilotes de transport, organisés par l'école nationale de l'aviation civile afin qu'ils soient ouverts à des candidats détenteurs de certains titres professionnels du transport aérien, tel que le certificat théorique du brevet de pilote de ligne. Dans le même esprit, les limites d'âge ont été reculées. Ainsi les élèves pilotes ab initio d'Air France, lauréats de ces concours, auront la possibilité de bénéficier de la prise en charge par l'État de la fin de leur cursus de formation. Par ailleurs, la direction générale de l'aviation civile a obtenu que ceux d'entre eux qui étaient bénéficiaires d'aides à la formation, puissent continuer de les percevoir, en poursuivant leur formation auprès d'autres organismes. Enfin, la direction générale de l'aviation civile a entrepris

des démarches auprès du ministère d travail pour obtenir l'extension des dispositions nouvelles sur le travail à temps partiel au transport aérien. Si cette mesure, souhaitée par les syndicats de pilotes était retenue, elle pourrait éventuellement faciliter la création d'emplois et accélérer l'intégration des stagiaires titulaires.

Données clés

Auteur : [M. Mesmin Georges](#)

Circonscription : - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 66106

Rubrique : Transports aériens

Ministère interrogé : équipement, logement et transports

Ministère attributaire : équipement, logement et transports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 janvier 1993, page 16